

15.4 Entreprises publiques

Fin 2010, l'État contrôle en France majoritairement, directement ou indirectement, 1 217 sociétés, en détenant plus de la moitié de leur capital. Par rapport à 2009, le nombre de sociétés contrôlées par l'État progresse fortement de 270 unités, principalement des filiales du groupe SNCF ; l'emploi y augmente très légèrement (+ 0,3 %). Les sociétés du secteur public emploient près de 792 000 salariés. L'État contrôle directement 93 entreprises, dites de premier rang, en détenant plus de la moitié de leur capital. L'État est également présent de façon minoritaire dans le capital d'environ 500 autres sociétés. Les prises de participation et de nombreux échanges de sociétés entre secteurs privé et public marquent l'année 2010, sans qu'il y ait de **privatisation**. Ces échanges sont d'ailleurs parfois liés à des restructurations de groupes : par exemple, l'arrivée de la TNT dans l'outre-mer amène France Télévisions à restructurer une chaîne du groupe, Réseau France Outre-mer (RFO) en la remplaçant par le Réseau Outre-mer 1 (ROM 1).

Les effectifs des **entreprises publiques** restent fortement concentrés. Les dix premières sociétés, en termes d'effectifs, rassemblent, à elles seules, plus des trois quarts de l'ensemble des salariés. Les trois plus importantes, La Poste, la SNCF et EDF, et leurs 771 filiales, totalisent 575 300 emplois, soit plus de 72 % de l'ensemble des sociétés publiques.

La répartition par grand secteur des sociétés publiques a peu évolué en 2010. Le secteur tertiaire concentre 80 % des effectifs de l'ensemble. Dans ce secteur, la présence de l'État reste forte, par l'intermédiaire de grands groupes dans les transports et les activités scientifiques et techniques. Fin 2010, les sociétés publiques du secteur des transports et de l'entreposage emploient près de 499 000 salariés, dont la quasi-totalité dépend des groupes La Poste, SNCF et RATP. Loin derrière les transports, les secteurs des activités scientifiques et techniques, des services administratifs et de soutien emploient plus de 61 700 salariés. Parmi eux, près de 50 % sont employés dans le secteur de la recherche et du développement scientifique, dont plus de la moitié dépend du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Comme depuis quelques années, le secteur public reste peu présent dans l'industrie. Au total, moins de deux salariés sur dix des sociétés publiques travaillent dans ce secteur. Fin 2010, dans les secteurs des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution, moins de quarante sociétés restent détenues par l'État. Electricité de France (EDF) et le CEA demeurent les deux groupes importants de ce secteur et emploient 110 000 salariés, soit près de 900 salariés de plus qu'en 2009.

Dans la liste des entreprises privatisables de 1993, seule la Caisse Centrale de Réassurance reste sous la tutelle de l'État en 2010. ■

Définitions

Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (RECME) : créé par un décret du 22 octobre 1984, il est géré par l'Insee. Une entreprise est inscrite au répertoire dès lors que l'État détient, directement ou par l'intermédiaire d'autres entreprises contrôlées, la majorité du capital ou des droits de vote dans les instances délibérantes.

Nationalisation, privatisation, Nomenclature agrégée (NA) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2010 », *Insee Résultats Économie* n° 55, novembre 2011.
- « L'État actionnaire », *rappport 2011*, Agence des participations de l'État, octobre 2011.
- « Les comptes des administrations publiques en 2010 », *Insee Première* n° 1348, mai 2011.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Entreprises publiques selon l'activité économique fin 2010

Activité économique (nomenclature agrégée - NA 2008)	Nombre d'entreprises (p)	Effectifs salariés en milliers (p)	Principaux groupes présents dans le secteur
Agriculture	n.s.	9,6	Office national des forêts
Industrie	149	148,8	
<i>dont : fabrication de machines et d'équipements électriques¹</i>	6	1,9	CEA
<i>fabrication de matériels de transport</i>	8	13,9	DCNS
<i>fabrication d'autres produits industriels</i>	43	22,6	Imprimerie nationale, CEA
<i>ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution</i>	92	110,4	EDF, CEA
Construction	24	1,4	EDF
Tertiaire	1 038	633,2	
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	23	3,6	
Transports et entreposage	359	498,9	SNCF, RATP, Aéroports de Paris, La Poste
Hébergement et restauration	2	2,6	Adoma
Information et communication	86	24,0	
Activités financières et d'assurance	150	19,5	Banque de France
Activités immobilières	130	3,0	SNCF
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	237	61,7	CEA, SNCF
Adm. publique, enseignement, santé humaine et action sociale	18	11,2	
Autres activités de services	33	7,6	
Total	1 217	791,9	

1. Y compris fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

Source : Insee, Recme.

Mouvements des entreprises publiques en 2010

	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés
Entreprises présentes fin 2009 (r)	946	789 100
Entreprises pérennes	880	-12 200
+ Entreprises entrantes en 2010	337	22 600
- Entreprises sortantes en 2010	- 66	- 7 600
Entreprises présentes fin 2010 (p)	1 217	791 900

Source : Insee, Recme.

Principales entreprises publiques selon le chiffre d'affaires en 2010

	Chiffre d'affaires en millions d'euros	Résultat net ¹ en millions d'euros	Effectifs ² en milliers
1 GDF-SUEZ	84 478	5 626	236,1
2 EDF	65 165	1 249	158,8
3 EADS ³	45 752	572	121,7
4 France Télécom	45 503	4 877	161,4
5 Renault ³	38 971	3 490	124,7
6 SNCF ³	30 466	722	241,0
7 Air France-KLM	23 615	612	102,0
8 Groupe La Poste	20 939	537	276,6
9 Thales ³	13 125	- 107	63,7
10 Safran	11 028	189	53,4
11 Areva ³	9 104	986	47,9
12 Réseau Ferré de France ³	4 637	197	1,3
13 RATP ³	4 570	191	47,8
14 France Télévisions	3 140	12	10,7
15 Aéroports de Paris	2 739	300	12,2
16 DCNS	2 503	137	12,2
17 La Française des Jeux	1 242	83	1,4
18 GIAT Industries	1 070	212	3,0
19 Grands ports maritimes ⁴	671	57	4,8
20 Groupe SNPE ³	543	28	2,9

1. Compte consolidé.

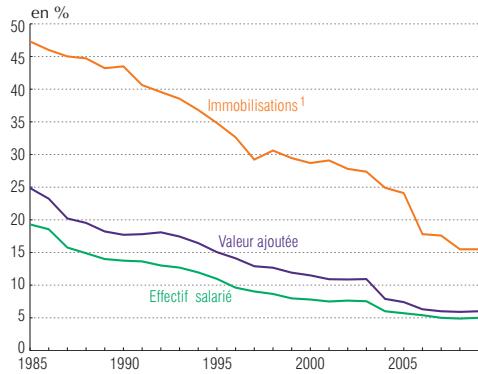
2. En moyenne annuelle.

3. Effectifs au 31 décembre.

4. Dunkerque, Le Havre, Marseille, Nantes Saint-Nazaire, Paris et Rouen.

Source : Agence des participations de l'Etat.

Poids du secteur public dans l'économie

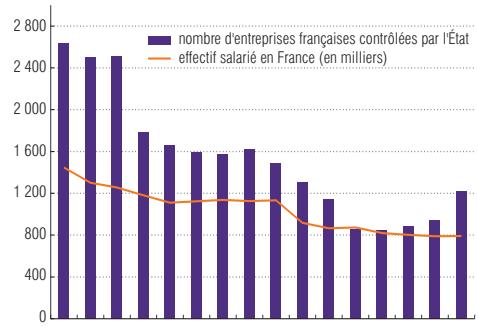


1. Essentiellement les bâtiments et les machines.

Champ : hors entreprises agricoles et financières.

Source : Insee, Recme, Suse.

Entreprises contrôlées majoritairement par l'Etat



Source : Insee, Recme.